

Les enjeux de la mise en place de l'administration électronique dans le secteur fiscal en Algérie

تحديات تجسيد عصرنة الإدارة الضريبية في الجزائر

Mahtal Fella ^{1*}

¹Universite de laghouat, Algerie, f.mahtal@lagh-univ.dz

Reçue: 30.11.2022

Accepté: 26.02.2023

Publié: 05.07.2023

Résumé : L'objectif de cette étude est de connaître les enjeux de la modernisation de l'administration électronique dans le secteur fiscal en Algérie et de clarifier les raisons les plus importantes qui ont fait du projet une grande ambition en échange d'une réalisation modeste sur le terrain que l'on peut résumer en coordination, planification, sources de financement et autres difficultés qui ont fait que le projet a été retardé et pas encore terminé.

Mots clés : administration électronique, secteur fiscal, modernisation, modernisation de l'administration fiscale, technologies des médias et connexion.

JEL Classification Codes : H20 ; L86 ; M15.

ملخص : يعتبر مشروع الجزائر الإلكترونية بالنسبة للإدارة الضريبية مشروع تحيطه الضبابية ولا يزال في خطواته الأولى عوضاً عن ما أنجزه من خطط تقنية وتأهيلية وقانونية. لهذا هدفتنا من هذه الدراسة هو معرفة وإيضاح أهم الأسباب التي جعلت من المشروع طموح كبير مقابل إنجاز متواضع على أرض الواقع والتي نوجزها في التنسيق، التخطيط، مصادر التمويل وغيرها من الصعوبات جعلت من المشروع يتأخر ولم يتم الانتهاء منه بعد. كلمات مفتاحية: إدارة الكترونية، قطاع ضريبي، عصرنة، عصرنة الإدارة الضريبية، تكنولوجيا الاتصال.

تصنيف JEL: H20 ; L86 ; M15.

Mahtal fella,, f.mahtal@lagh-univ.dz

1. Introduction:

Rattraper l'ère de l'information et profiter de la révolution technologique dans tous ses domaines est une nécessité inévitable imposée par les développements rapides et les explosions scientifiques successives. Si bien que la transformation électronique de l'administration fiscale s'inscrit dans le processus de concrétisation du projet Algérie électronique, et il ne fait aucun doute que la transformation numérique que connaît le secteur dans ce cadre sert l'intérêt de toutes les parties, en particulier les contribuables, qui peuvent obtenir divers services de manière plus accessible, rapide et flexible. Cependant, cette modernisation, le degré de son achèvement, n'a pas atteint le degré requis, compte tenu de la durée du projet, et n'est pas encore terminé, c'est ce qui nous a poussé à choisir ce sujet pour identifier les défis les plus importants connus du processus de concrétisation du projet de modernisation de l'administration fiscale en Algérie, qui devait se terminer en 2013.

A cet effet, la question principale qui animera notre réflexion tout au long de ce travail est celle de savoir si :

Quels sont les défis les plus importants de la mise en œuvre du projet de modernisation de l'administration fiscale ?

A la lumière de cette question, on peut également poser les questions suivantes :

Qu'entend-on par l'administration électronique ?

Qu'entend-on par modernisation de l'administration fiscale ?

Qu'est-ce que le projet de modernisation de l'administration fiscale ? Qu'entend-on par incarner le projet de modernisation de l'administration fiscale ?

2. Qu'est-ce que l'administration électronique ?

L'administration électronique est une branche moderne du savoir qui s'inscrit dans les thématiques de l'administration, et elle ne constitue pas tant une alternative à l'administration traditionnelle qu'un nouveau style de gestion et un prolongement de la pensée administrative dans son développement à travers de multiples écoles, à commencer par l'école classique aux tendances administratives modernes, car il incarne la prochaine vague de pensée administrative alliée aux technologies de l'information et de la communication, il est apparu à la suite d'un développement objectif et ses premières indications remontent aux années soixante-dix et exactement en 1973, lorsque le terme bureau sans papier a été utilisé aux États-Unis en référence à l'idée de passer au travail électronique.

2.1 Définition de l'administration électronique

L'administration électronique (Saad Ghaleb., 2020, p. 10) est définie comme le système d'entreprise et les activités qui sont réalisées par voie électronique et par le biais de réseaux systèmes et moyens électroniques, par conséquent, la fonction de l'administration électronique est une activité continue et dynamique, processus d'amélioration des performances de l'entreprise par l'utilisation des réseaux de communication, notamment Internet.

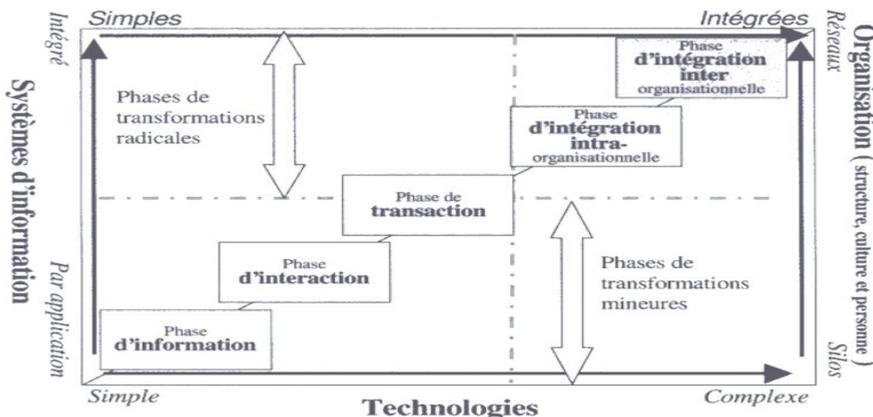
Aussi, le caractère dynamique renouvelé de l'administration électronique vient de la nature de l'informatique qui se développe avec une fonction linéaire continue et selon une logique de rotation dont le développement n'est limité que par la capacité d'innover et de créer pour les praticiens qui utilisent cette nouvelle technologie. en plus des employés qui ont des capacités et une ouverture d'esprit pour faire face à ces technologies modernes, il faut employer un personnel qualifié, une culture de la formation et la diffusion d'une culture électronique simplifiée et avancée sensibilisation aux avantages et aux rendements de l'administration électronique

L'administration électronique est également définie (kafi mustapha, 2011, p. 08) comme un département basé sur les derniers moyens de communication qui nécessite une infrastructure appropriée et est capable d'absorber les évolutions dans ce domaine.

2.2 L'évolution de l'administration électronique:

Schématise l'évolution de l'administration électronique selon quatre axes (gille , 2005, p. 21) : les processus électroniques de présentation de service, les impacts organisationnelle, l'évolution des systèmes d'information et de communication, et l'évolution de l'infrastructure des technologies de l'information

Figure n° 01 : L'évolution de l'administration électronique



Source : gille st -amant, E gouvernement : cadre d'évolution de l'administration électronique, revue management etsystèmes d'information et management, n 01 vol 10, 2005, p 21.

2.3 Raisons du passage à l'administration électronique :

La transition vers l'administration électronique (Abdel Hakim & Sebti, 2018, p. 976) n'est pas une voie de bien-être, mais plutôt un impératif imposé par les changements globaux. les opérations sont l'ensemble des matières qui ont nécessité une évolution de l'administration vers l'administration électronique. les raisons de la transformation électronique peuvent être résumées dans les points suivants :

- Procédures et processus complexes et leur impact sur l'augmentation du coût des affaires ;
- Décisions et recommandations immédiates pouvant entraîner un déséquilibre dans la mise en œuvre ;
- La nécessité d'uniformiser les données circulantes entre les différentes organisations.

2.4 Avantages de l'application de l'administration électronique :

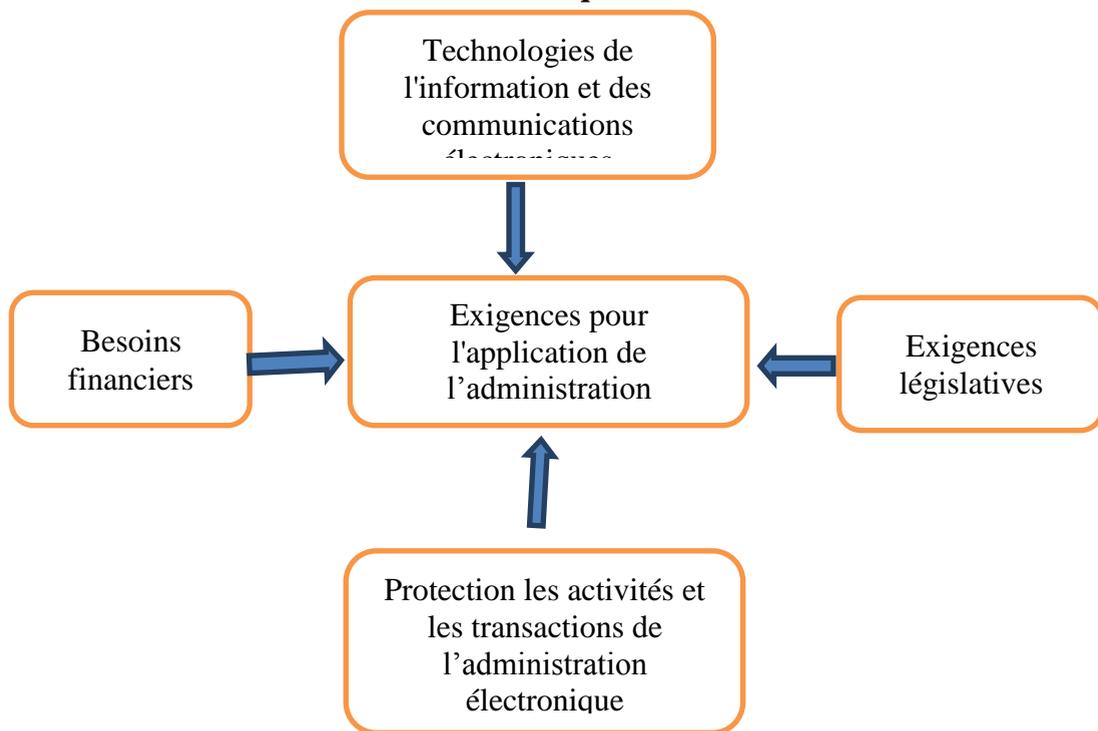
Les avantages les plus importants de l'application de l'administration électronique peuvent être résumés dans les points suivants (Abdel Hakim & Sebti, 2018, pp. 976-977) :

- Simplifier les procédures au sein des départements, et cela se reflète positivement sur le niveau des services rendus au citoyen, et la qualité des services rendus est de bonne qualité ;
- Raccourcir les délais d'exécution des différentes opérations administratives ;
- Faciliter la communication entre les différents départements ;
- L'utilisation correcte de l'administration électronique réduit l'utilisation des papiers et permet d'économiser des dépenses importantes en papiers et publications;
- Les technologies de l'information et de la communication connaissent de profondes mutations qui font que l'administration électronique ne ressemble pas à l'administration telle que nous la connaissons au point que de nombreux partisans de l'ère numérique électronique voient qu'elle ne peut pas continuer avec ses concepts et pratiques antérieurs car Internet et les réseaux d'entreprise sont les meilleurs, la technologie la plus mondialisée et la plus connectée, Dimensions technologiques plus que toute étape historique au cours de laquelle l'administration a traité de la technologie.

2.5 Exigences pour l'application de l'administration électronique :

La réussite de la mise en œuvre du projet de l'administration électronique est liée à la nécessité de fournir un ensemble d'exigences et à la nécessité de fournir un certain nombre d'exigences humaines, matérielles, organisationnelles et logicielles. Volonté politique confirmée au plus haut niveau par le biais d'un programme stratégique intégré et global visant à réorganiser les opérations et le travail de l'administration, et il existe un ensemble d'exigences pour la mise en œuvre de l'administration électronique sont présentées comme suit (Matar, Pas de date, pp. 39-45) :

Figure n° 02 : Exigences pour l'application de l'administration électronique



Source : Préparé par le chercheur

2.5.1 Les exigences des technologies de l'information et des communications électroniques : La réussite de la mise en œuvre du projet de l'administration électronique nécessite la mise à disposition d'une infrastructure appropriée et une révision des dispositifs et moyens technologiques utilisés afin de les mettre à jour pour l'évolution souhaitée de la fourniture de services électroniques service.

2.5.2 Besoins financiers: Le projet de l'administration électronique est l'un des grands projets qui nécessitent des fonds énormes afin d'assurer sa continuité, son succès et d'atteindre les objectifs souhaités d'amélioration de l'infrastructure, de fournir le matériel et les outils nécessaires et les logiciels électroniques et de les mettre à jour par conséquent, d'un financement suffisant doit être fourni pour financer ce projet.

2.5.3 Exigences pour sécuriser et protéger les activités et les transactions de l'administration électronique : À la lumière de la révolution numérique et de l'augmentation des réseaux de communication, il existe un besoin urgent de méthodes et de procédures de sécurité qui aident à protéger les informations et les données contre la pénétration.

2.5.4 Exigences législatives: Ce sujet est considéré comme la question la plus sensible et la plus importante de l'administration électronique, même si nous ne voyons pas en fait de législation qui prenne en compte cette importance, ou plutôt, il existe une législation et les efforts déployés à cet égard, mais pas dans la mesure requise (Karim , 2008, p. 41).

2.6 Principes de l'administration électronique: Les principes de l'administration électronique se manifestent avant tout au service du citoyen et à la satisfaction de ses besoins au moindre coût possible (mahtal & bassas, 2020, p. 05) On peut donc dire que les principes de l'administration électronique sont comme suit :

- Offrir les meilleurs services aux citoyens ;
- Mettre l'accent sur les résultats en réduisant la charge sur le citoyen et d'autres résultats ;
- Facilité d'utilisation et accès à tous pour permettre à tous les citoyens de communiquer ;
- Réduire les coûts et fournir des services à bas prix ;
- Changement continu pour améliorer et élever le niveau de performance

2.7 Objectifs de l'administration électronique

L'administration électronique vise à atteindre de nombreux objectifs, notamment (étude de l'OCDE sur l'administration électronique.. , 2004) :

- Renforcer la participation des citoyens traitant avec l'administration avec une plus grande transparence ;
- Utiliser les technologies de l'information afin de soutenir et de bâtir une culture d'entreprise positive chez tous les employés et ceux qui y font affaire ;

- Gérer et suivre les différents départements de l'établissement comme s'il s'agissait d'une unité centrale ;
- Compiler les données à partir de ses sources d'origine de manière unifiée ;
- Réduire les obstacles à la prise de décision en fournissant et reliant les données ;
- Réduire les aspects de dépenses dans le suivi des différents processus de l'administration ;
- Fournir immédiatement des données et des informations aux bénéficiaires,
- Accroître l'interdépendance entre les employés et la haute direction, et assurer le suivi et l'administration de toutes les ressources ;
- Rapidité (sayeh, 2018, p. 69) dans l'achèvement des travaux et l'élévation du niveau de performance ;
- Minimiser (Abdul Rahim Thana , 2017, p. 02) les complexités administratives;
- Élimination de la bureaucratie.

2.8 Inconvénients de l'application de l'administration électronique

Certains peuvent penser qu'en appliquant l'administration électronique, toutes les difficultés et tous les problèmes administratifs et techniques disparaîtront, mais la réalité indique d'autres problèmes qui sont (mahtal & bassas, 2020, p. 04):

- La source du danger d'espionnage électronique ;
- La paralysie de l'administration dans la mauvaise application de l'administration électronique et la difficulté de passer de l'administration traditionnelle à l'administration électronique ;
- Dépendance croissante vis-à-vis des pays leaders dans le domaine de la technologie et de l'information ;
- La nécessité de suivre le rythme du développement rapide et continu des logiciels, qui nécessite des quantités exorbitantes ;
- •L'écart entre la théorie et la pratique, en particulier dans les pays qui souffrent d'analphabétisme électronique.

3. Projet de modernisation de l'administration fiscale

Le projet e-Algérie (boukalkoul, 2013, p. 47) est une réponse à ce qui a été approuvé par le document de stratégie e-Algérie, dans lequel un nombre important de ses projets ont été lancés, dont l'administration fiscale, qui vise à atteindre un certain nombre d'objectifs résultant de cette modernisation, si bien que le projet de

modernisation de l'administration fiscale s'incarne dans Next (ministère des Finances, 2018):

- Réforme des structures de l'administration fiscale et création de nouveaux centres modernes et avancés pour faciliter et rapprocher les services des citoyens ;
- Offrir aux citoyens un service public de qualité qui reflète sa préoccupation première en les plaçant dans ses intérêts ;
- Se concentrer de plus en plus sur les nouvelles technologies de communication ;
- Conformément à l'expansion continue du monde numérique, l'administration fiscale déploie actuellement de grands efforts pour être une institution créative et innovante qui répond aux évolutions technologiques ;
- La détermination d'une haute priorité pour la mise en place d'un système d'information dit « votre collecte », basé sur l'immatérialité des opérations fiscales et le mécanisme complet de toutes les procédures de traitement des données.

3.1. Les axes les plus importants d'orientation vers l'administration fiscale électronique

Les axes les plus importants de l'orientation de l'administration fiscale vers une administration fiscale électronique (Zadi, 2017, p. 280) sont de mettre en pratique une administration fiscale électronique basée sur l'utilisation de nouvelles technologies des médias et de la communication qui permettent d'adapter toutes les méthodes de travail aux meilleures pratiques internationales.

Outre le développement et la modernisation des structures d'accueil (Boudali & Bushanab, 2016, p. 261), où la modernisation des structures de l'administration fiscale d'un point de vue organisationnel est une étape importante dans le processus de réforme et de modernisation, pour cette raison, une stratégie de travail a été élaborée (ministère des finances, 2014) pour créer de nouvelles structures au niveau des intérêts extérieurs représentés dans : La Direction des Grandes Entreprises, des Centres des Impôts et des Centres de Proximité des impôts dès la nature des contribuables.

Aussi, l'un des axes les plus importants des orientations de l'administration fiscale électronique afin de concrétiser le projet de modernisation est d'atteindre les objectifs stratégiques suivants (ministère des finances, 2014, p. 02):

- Fournir des applications simples d'utilisation permettant aux utilisateurs d'exercer leurs responsabilités avec l'efficacité et l'efficacité requises ;

- Assurer la disponibilité de données correctes pour tous les utilisateurs;
- Assurer la protection des données par l'utilisation de technologies de communication appropriées ;
- Présenter à la Direction Générale des Impôts le pilier dans le domaine des technologies de l'information afin de mener à bien ses missions et d'atteindre ses objectifs ;
- Préparer une mesure visant à maintenir le niveau des connaissances dans le domaine des technologies modernes de l'information et des communications au profit des employés et chacun selon sa responsabilité ;
- Simplifier les procédures, notamment celles appliquées par les contribuables ;
- Recherche d'amélioration des performances par un audit continu des systèmes applicables.

3.2. Les privilèges obtenus dans l'administration fiscale électronique

Les privilèges les plus importants obtenus par l'administration fiscale électronique peuvent être résumés comme suit (ministère des finances, 2014, p. 03):

- Automatisation totale de toutes les démarches administratives, de l'accueil du contribuable à la collecte, encaissement et gestion du dossier fiscal ;
- Échange rapide d'informations entre intérêts et divers intérêts institutionnels grâce au développement d'interfaces multiples ;
- Numérisation des notifications adressées aux contribuables, donnant aux enquêteurs la possibilité d'effectuer un processus de rapprochement des informations reçues après la création des requêtes ;
- Automatisation des opérations comptables telles que les opérations de trésorerie, la répartition des honoraires à l'activité professionnelle... ;
- Obtenir des échéanciers opportuns qui permettraient d'évaluer la performance des intérêts et de suivre le niveau de recouvrement par catégorie d'impôt et secteur d'activité ;
- Fournir des données sommatives fiables pour les études prospectives et analytiques et la prise de décision ;
- Réduire les coûts des demandes liées aux publications fiscales

3.3. Caractéristiques de la réalisation du projet de modernisation de l'administration fiscale

Les caractéristiques de la réalisation du projet de modernisation de l'administration fiscale sont notamment les suivantes :

3.3.1 Réforme structurelle de l'administration fiscale : Le processus de modernisation de l'administration fiscale visait à modifier l'organisation de ses structures administratives et leur mode de fonctionnement, et ce en adoptant une nouvelle méthode qui repose principalement sur le regroupement des fonctions fiscales en un intérêt et, accessoirement, sur la classification des contribuables selon leur degré d'importance, ainsi que l'utilisation de moyens et de méthodes modernes appropriés dans l'administration en facilitant les procédures fiscales pour les contribuables afin d'élever le niveau de leur réponse volontaire, représenté comme suit (Talha & Rahmani, 2019, p. 137) :

A) La Direction des Grands Établissements : Cette direction centrale située à Alger s'occupe des dossiers fiscaux des grandes entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 500 millions de dinars algériens, car ces entreprises réalisent un chiffre d'affaires élevé et réalisent d'importants travaux à l'étranger et utilisent des outils de financement complexes.

B) Centres des Impôts : Ces centres ont été créés pour assurer le suivi des dossiers des contribuables soumis au régime réel. Ce sont de nouveaux intérêts pratiques qui se spécialisent exclusivement dans l'administration des dossiers fiscaux et le recouvrement des impôts dus par les contribuables de taille moyenne. Ces centres établis avec l'objectif de fournir un service de qualité aspirent à développer un nouveau partenariat qui rassemble le contribuable, basé principalement pour Être présent pour écouter, répondre et traiter rapidement toutes les demandes formulées par le contribuable (ministere des finances, 2014) .

C) Les centres des impôts de proximités : Le dernier acte du programme de modernisation de l'administration fiscale est la mise en place du centre de proximité qui s'occupe des dossiers des contribuables soumis au régime du prélèvement unique et qui vise également, par ses intérêts, à fournir un service qualitatif aux contribuables (Talha & Rahmani, 2019, p. 137) .

3.3.2 Lancement des services de déclaration électronique: Les services de déclaration électronique ont été lancés via le système JIBAYATEK, qui est (mahtal & bassas, L'effet de l'application du système de déclaration électronique sur le contrôle fiscal forme, 2020, p. 60) la méthode traditionnelle avec l'utilisation du permis papier de manière moderne qui s'appuie sur le service de presse automatisé et Internet, mais ce système n'a pas été lancé au niveau de tous les centres du pays. 33 centres (ministere des finances D. , 2020) seulement au cours du mois écoulé, l'engagement de la Direction générale des impôts a été renouvelé pour poursuivre la mise en œuvre le programme de modernisation de l'administration fiscale en lançant le système de permis électronique de votre

collecte à travers de nombreuses structures fiscales au niveau de certains états du pays.

A) Les privilèges que le contribuable obtient grâce au système de déclaration électronique

B) Numérisation du contribuable:

3.3.3 Mise en place du système d'information unifié sur les impôts :

Ce système permet de fournir en temps voulu et de manière détaillée toutes les informations relatives au recouvrement et au contentieux des impôts la mise en place de ce système d'information unifié s'inscrit dans la voie de la réforme et de la modernisation du système financier en général et du recouvrement en particulier, ainsi que la préparation de l'entrée en vigueur de la nouvelle version des lois de finances en 2021, la mise en place du système d'information a débuté en janvier 2019 (raki & ammari, 2020, p. 28).

A) Bénéfices obtenus grâce à l'application du système d'information:

- L'information électronique structurée dans sa diversité, de sa création à sa documentation ;
- Meilleur accès aux données et informations ;
- Recherche facile et rapide dans un cadre collaboratif ;
- Gérer le cycle de vie de l'information telle que la conserver, l'échanger ou l'envoyer ;
- Protection des biens immatériels pour éviter les fuites potentielles.

B) Sécurisation des informations sécurisées par l'application du système d'information :

- Protéger l'identité et les données en adoptant des méthodes validées pour instaurer la confiance mutuelle, ainsi que la confidentialité des informations personnelles ;
- Gérer les connaissances et clarifier les responsabilités ;
- Gérer les risques en améliorant le niveau de sécurité de l'information.

Avec tout cela, le plus grand défi reste la réussite du maintien du système d'information dans un état de fonctionnement permanent, quelles que soient les circonstances imprévues.

3.3.4 Le système de paiement électronique : Le processus de paiement électronique a lieu après le dépôt du permis et l'apurement de la taxe, après quoi deux modes de paiement sont proposés pour la première étape, en attendant la circulation du paiement électronique, là (toumi & ben amara, 2019, p. 244) :

A) **Virement:** Une fois le titre envoyé, l'ordre de virement est créé et proposé au contribuable pour l'imprimer, puis il reçoit un récépissé téléchargeable par le contribuable, puis ce dernier remet l'ordre de virement en deux exemplaires à la banque qui s'en occupe pour mener à bien le processus.

B) **Paielementélectronique:** Une fois le permis envoyé, un ordre de virement immatériel est créé et il est suggéré au contribuable de le télécharger, car ce dernier remplit l'ordre de virement dans le système bancaire électronique de la banque qui traite avec lui pour effectuer le processus.

Dans les deux cas, la démarche immatérielle liée à l'affichage des données est autorisée au bout de deux jours pour terminer la démarche et ainsi mettre à jour le portail, ainsi le contribuable est informé du résultat de la démarche à travers son espace privé.

4. Le déploiement progressif du système d'information « Jibaya'tic »

Le système d'information jibayatic est déployé sur quatre phases (ministère des Finances, 2018) :

Phase 01 : avril 2017- octobre 2017

La première phase a été divisée en deux vagues :

Vague 01 : comprend les centres fiscaux suivants : Alger Est, Rouïba, Mascara et Sétif.

Vague 02 : comprend les centres fiscaux suivants : Ain defla. BBA, Mostaganem

2 La deuxième phases : novembre 2017 – mai 2018

Cette étape comprend les centres fiscaux suivants : Ain T'émouchent, Djelfa, Guelma, Laghouat, Oum El Bouaghi, Saida, Souk Ahras, Tlemcen, Tissemsilt et Tiaret.

3 Troisième phases : mai 2018 – juillet 2018

La troisième phase comprend les centres de proximité des impôts pilote et tous les centres des impôts et les centres de proximité des impôts déployés

Quatrième phase : aout 2018- décembre 2018

La Quatrième phases comprend tous les sites restants Ain T'émouchent, Djelfa, Guelma, Laghouat, Oum El Bouaghi, Saida, Souk Ahras, Tlemcen, Tissemsilt et Tiaret.

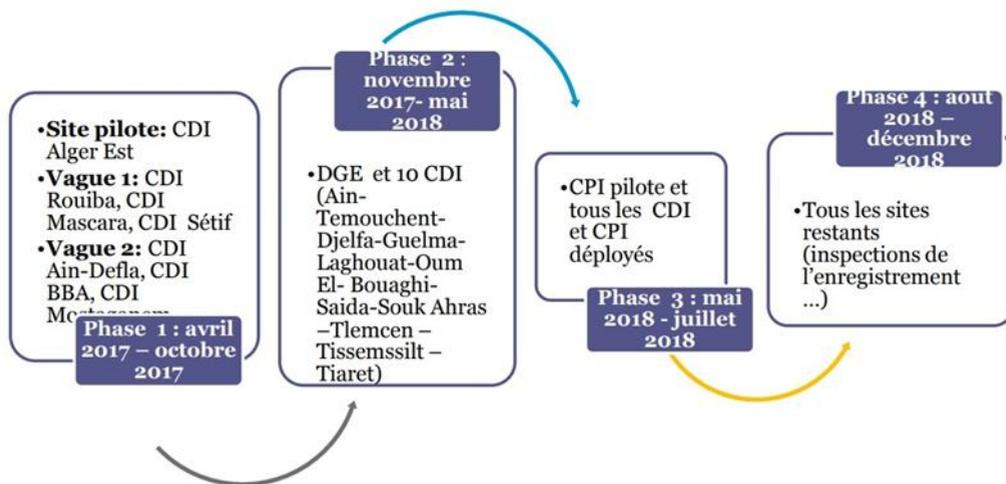
3 Troisième phases : mai 2018 – juillet 2018

La troisième phase comprend les centres de proximité des impôts pilote et tous les centres des impôts et les centres de proximité des impôts déployés

Quatrième phase : aout 2018- décembre 2018

La Quatrième phases comprend tous les sites restants

Figure n° 03 : Le déploiement progressif du système d'information « Jibaya'tic »



Source:Ministère des Finances , La modernisation de l'administration fiscale est un axe stratégique , 2018, Algérie.

C'est ce qui était prévu dans le processus de mise en place du système jibayatic mais à ce jour, selon le résultat de l'activité du gouvernement en février 2021, le résultat était le suivant :

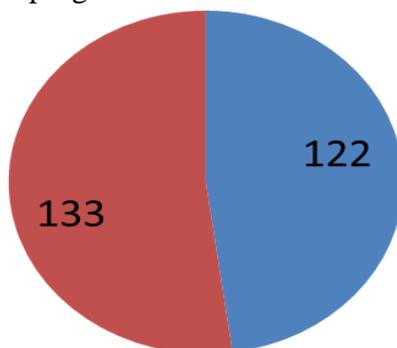
Au cours de l'année 2020, cinq sites Internet ont été publiés comme suit :

Les centres fiscaux suivants : Alger Central, Biskra, Bejaia.

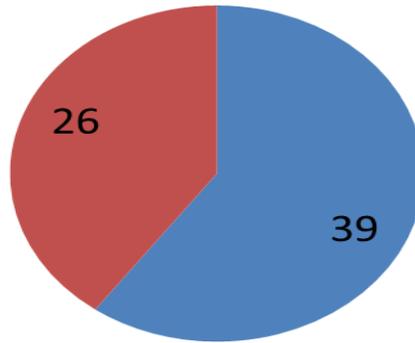
Deux centres fiscaux de proximité : Ain Bassam et Sour El Ghozlan.

On n'oublie pas que le lancement de nouveau système s'inscrit dans le cadre du projet de mise en place de nouvelles structures fiscales et d'en développer d'autres pour accompagner la digitalisation de ses services.

39 centres des impôts ont été reçus et 65 centres des impôts et 122 centres des impôts de proximité ont été programmés sur environ 250 programmés.



les centres de proximité des impôts



Les centres des impôts

5. Les défis les plus importants de la mise en œuvre du projet de modernisation de l'administration fiscale

Le projet e-Algeria est réputé suivre le rythme des évolutions mondiales, et malgré les opérations qui se sont concrétisées sur le terrain, le degré de réalisation n'a pas atteint le degré requis, compte tenu de la durée du projet et n'est pas encore terminé, le passage du gouvernement traditionnel au gouvernement électronique est en soi un défi. Il est vrai que chaque pays a décidé de basculer et d'adopter l'électronique dans ses différents secteurs, en particulier les pays en développement, en raison des difficultés et des obstacles que ce défi pose.

A partir de là, nous tenterons de mettre en évidence un ensemble de défis auxquels est confrontée la mise en œuvre du projet de l'administration électronique de l'administration fiscale, qui sont notamment les suivants :

- Le premier défi est le manque de coordination entre les différents acteurs en raison de l'énormité du projet, il nécessite une unification et une coopération des efforts et l'élaboration d'une stratégie précise et claire, la planification des stratégies nécessite une grande efficacité et une expertise, bénéficiant des expériences des pays qui ont précédé la transformation électronique, et établir des budgets prévisionnels pour financer ce projet jusqu'à ce qu'il soit achevé de la manière la plus complète. ;
- Une bonne planification (Shahed,, Araba , & Daffrou, 2016, p. 215), qui est un dessin de prévision de l'avenir avec le développement de son contenu en élaborant un plan d'action détaillé avec des outils avancés qui aident à diriger le ministère, les agences gouvernementales, les particuliers et les responsables de la mise en œuvre de l'e-gouvernement ;

- Source de financement du programme du projet de modernisation (harrach, Évaluation de la modernisation de l'administration fiscale, 2015, p. 86) l'ampleur du projet du programme de modernisation de l'administration fiscale en termes de développement des structures organisationnelles et de création de nouvelles structures, y compris la mise en place de la direction des grandes entreprises, les centres des impôts et même les centres de proximité des impôts, en plus de l'acquisition d'équipements et de structures d'équipement au moyen d'outils sophistiqués ;
- La lourdeur des démarches administratives, notamment celles liées aux permis de construire et diverses autres licences connexes, notamment avec le manque d'espaces fonciers nécessaires à la réalisation du projet et le changement aléatoire et fréquent des terrains destinés à la construction ;
- Le changement fréquent de maîtres d'ouvrage entraîne la difficulté de déterminer les responsabilités des défauts, en plus de l'inutilité des appels d'offres nationaux annoncés pour mener à bien le projet ;
- La difficulté que rencontrent les bureaux d'études et les institutions spécialisées dans le domaine de l'architecture pour bien assurer et suivre les projets de construction de l'administration fiscale avec une précision et une confidentialité prédéterminée ;
- La faiblesse du secteur postal (Hattach, 2018, p. 273) et son incapacité à couvrir de manière exhaustive la couverture géographique et à répondre aux demandes des clients par téléphone, qui est le canal de communication le plus important via Internet, en plus de la qualité de service et une vitesse Internet médiocre, qui est parmi les pires au monde, et c'est ce qui le rend dans un cadre de ce qu'on appelle une infrastructure faible qui contribue à la réalisation du projet de modernisation de l'administration fiscale.
- Que l'un des défis les plus importants de la concrétisation du projet de modernisation de l'administration fiscale est le manque de cadres législatifs intégrés pour incarner ce projet dans le sens d'une voie législative (al-Kubaisi, 2008, p. 47) qui ouvre la voie et soutient la mise en œuvre du programme de modernisation facilement, en douceur et correctement car bon nombre des problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre du projet provenaient de la raison de l'ambiguïté de la législation et des lois et de leur manque de réflexion globale qui entoure tous les éléments variables qui peuvent survenir et entraver un plan d'action et la mise en œuvre du projet de modernisation de l'administration fiscale

6. Résultats et Discussion

Cette étude a permis d'enregistrer de nombreux résultats dont les suivants :

- Pour que l'administration électronique se développe et s'étende, il est nécessaire de lui préparer l'environnement approprié en termes d'infrastructures de communication et d'information, et la législation juridique et financière qui la régleme et la protège ;
- L'administration électronique représente un mécanisme important dans la construction et la mise à niveau d'une architecture intégrée de services publics électroniques, afin d'obtenir une réponse rapide dans les services fournis à la communauté fiscale, d'élever le niveau de clarté du service public et de le rapprocher du contribuable.
- L'administration électronique est une nouvelle alternative qui reconsidère la relation du contribuable avec les intérêts fiscaux, et le passage aux obligations virtuelles.
- L'administration électronique en Algérie n'en est encore qu'au début de ses premiers pas, mais cela n'a pas empêché sa diffusion et son utilisation rapides ;
- Il y a une volonté claire de parrainer le projet de l'administration électronique en Algérie, ce qui reflète clairement les efforts algériens pour développer et moderniser l'administration en fonction des évolutions actuelles.

7. Conclusion

On peut conclure à la fin de ce document de recherche qu'après l'entrée d'Internet et sa diffusion dans le monde et en Algérie, nous avons entendu de nombreux termes tels qu'administration électronique, gouvernement électronique, monnaie électronique, commerce électronique, e-learning et d'autres concepts. il semble que l'incarnation de l'administration électronique du secteur fiscal en Algérie n'aura pas lieu Sans la révolution électronique, et donc l'administration électronique de ce secteur réduira les procédures bureaucratiques par le travail 365 * 24 * 7 C'est-à-dire que cette administration électronique fonctionne 7 jours sur 7 sans jours fériés ni vacances pendant 24 heures sur 24 et 365 jours par an, et l'application de l'administration électronique peut développer le service public car l'administration électronique est devenue nécessaire et incontournable afin de faire progresser et moderniser le service public et l'équipement Son application est devenue une mesure du développement des institutions et des administrations à l'heure actuelle et de l'étendue de leur capacité à répondre aux désirs et aux préoccupations des contribuables et à les rapprocher de l'administration et de la

réalisation internationale des normes de qualité dans la prestation des services publics, ce que l'Algérie recherche actuellement.

8. Liste Bibliographique:

- Saad Ghaleb., Y. (2020). *l'administration électronique* (éd. (Version 1ère éd.)). Amman, Jordanie : Maison d'édition et de distribution scientifique Al-Yazur.
- Etude de l'OCDE sur l'administration électronique. (2004). Finlande.
- Kafi Mustapha, Y. (2011). *L'administration électronique...administration dématérialisée*. Damas, Syria: Raslan House for Printing and Publishing.
- Al-Kubaisi, K. (2008). Exigences pour l'application de l'administration électronique dans le Centre des systèmes d'information du gouvernement électronique dans l'État du Qatar. Mémoire. université virtuelle.
- Hattach, A. (2018). Le rôle de l'application e-gouvernement en Algérie dans l'amélioration de l'administration de la relation avec le citoyen. Thèse de doctorat. Université de Sétif 01.
- Matar, S. (Pas de date). Obstacles à l'application de l'administration électronique dans l'administration des ressources humaines pour le secteur privé de la santé dans la ville de Makkah Al-Mukarramah. Royaume-Uni : Université virtuelle internationale.
- Abdul Rahim Thana, A. (2017, décembre). Irak, Conférences d'apprentissage en ligne. : Université de Babylone, institut d'administration et d'économie.
- Karim, F. (2008). Exigences pour l'application de l'administration électronique dans le Centre des systèmes d'information du gouvernement électronique dans l'État du Qatar. Mémoire. Université virtuelle internationale Arab British Academy for Postgraduate.
- Gille st -amant, E gouvernement : cadre d'évolution de l'administration électronique, revue management et systèmes d'information et management, n 01 vol 10, 2005, p 21.
- Boudali, M., & Bushanab, M. (2016). La numérisation de l'administration comme méthode d'amélioration du service public en Algérie - l'administration fiscale comme modèle. *Revue d'études fiscales*, 05(02), pp. pages 253-279.
- Shahed, E., Araba, H., & Daffrou, T (2016). Evaluation de l'expérience d'application de l'e-gouvernement en Algérie. *Revue Algérienne des Etudes Comptables et Financières*(03), pp. pages 121-135.
- Talha, M., & Rahmani, A. (2019). Mesurer l'impact des réformes de l'administration fiscale sur la qualité du service public. *Al-Bashaer Economic Journal*, 04(03), pp. pages 132-145.
- Zadi, S. (2017). L'impact de l'administration électronique sur l'administration traditionnelle. *Revue d'Histoire des Sciences*, n°08, pp. pages 279-291.

- Abdel Hakim , A., & Sebti, R. (2018, septembre). Les technologies de l'information et de la communication et l'inévitabilité de la transformation électronique des entreprises. *Al-Bahith Journal for Humanities and Social Sciences* (35), pp. pp. 969-982.
- Boukalkoul, a. (2013). Conditions d'implantation de l'administration électronique en Algérie - étude des expériences de quelques pays - . Blida : Laboratoire. Le projet d'e-gouvernement algérien : grandes ambitions et réalisations modestes (pp. (pages 41-56)). laboratoire de l'administration des collectivités locales, Faculté des sciences économiques et de l'administration, Université Saad Dahleb.
- Ghaleb, Y. S. (2020). administration électronique (éd. Version 1ère). Amman, Jordanie: Maison d'édition et de distribution scientifique Al-Yazuri.
- Harrach, I. (2015, Décembre). Évaluation de la modernisation de l'administration fiscale. . *Journal of Economics and Applied Statistics*., 12(02), pp. pp. 80-104.
- Mahtal, F., & Bassas, A. (2020, juin). L'effet de l'application du système de déclaration électronique sur le contrôle fiscal forme. *dirassat issue economique*, 11(02), pp. pages 55-72.
- Raki, A, & Ammari, S. (2020, juin). La réalité et les perspectives de la modernisation de l'administration fiscale en Algérie. *Revue Arsad d'études économiques et administratives*, (01(03), pp. pages 21-36.
- Rixhon, S. (2020, aout 06). transparence administrative. <https://rixhon-avocat.be/2020/08/06/transparence-administrative/>.
- Sayeh, f. (2018, decembre). L'administration électronique comme mécanisme de développement du service public local en référence au cas de l'Algérie. *Namaa Journal of Economy and Trade*, 04, pp. 63-84.
- Toumi, S., & Ben Amara, m. (2019, (novembre). L'administration fiscale électronique est un pilier essentiel pour activer le contrôle fiscal. *Ramah pour la recherche et les études*, 37, pp. pp. 233-254.
- Mahtal, f., & bassas, a. (2020). L'incarnation du projet de modernisation de l'administration fiscale et son rôle dans l'amélioration de la relation avec le contribuable. *Service public électronique en Algérie*. Sétif : Université Mohamed Lamine Dabaghine.
- Ministre des finances, D. (2014). Les nouvelles structures de la Direction Générale des Impôts.
- Ministère des finances, bilan des réalisations, la réforme fiscale 2020, p 14.
- Ministre des finances, D. (2020, décembre mercredi). Poursuivre la concrétisation du programme de modernisation de l'administration fiscale à travers la généralisation de la numérisation. Agence de pressealgérienne.
- Ministère des Finances, l. (2018). Du ministère des Finances La modernisation de l'administration fiscale est un axe stratégique du. Algérie.